

Quaker Concern

La Réparation et le dur labeur de la Réconciliation

Par Matthew Legge



Jennifer Preston, du CFSC, anime une séance lors de la cérémonie de clôture de la Commission de vérité et réconciliation du Canada, en 2015.

Il est prévu en 2026, que les Amis canadiens du Comité de service ainsi que les Amis de Winnipeg, mettront de l'avant une proposition aux Amis nationaux: de réparation à l'intention du peuple indigène, un paiement annuel compassant ainsi le fait de vivre sur leurs terres et de l'utilisation de leurs terres. Cela serait une progression naturelle du travail accompli de réconciliation des Amis envers eux.

Les Amis et nos premiers pas dans l'Histoire des Peuples Autochtones. Je ne me souviens pas d'avoir reçu quoi que ce soit sur l'histoire des quakers et les peuples autochtones, ni à l'école ni pendant mon orientation au CFSC. C'était plutôt des histoires romantiques de William Penn arrivant sur le territoire de Lenni Lenape (peuple indigène) et qui initiait une Réunion-assemblée annuelle. Des opinions plus réalistes sur cette histoire continueront d'évoluer à mesure que de nouvelles recherches historiques furent effectuées.

Dès les premiers jours, certains amis avaient avec les indigènes une approche égalitaire et respectueuse. D'autre part, des amis figuraient parmi les personnes impliquées dans la dépossession des terres des peuples autochtones. Certains favorisant l'assimilation, cherchant à obliger les peuples autochtones à adopter des normes européennes et des croyances chrétiennes.

Aux États-Unis, des amis ont dirigé ce qu'on appelait «les internats indiens». Comme les écoles résidentielles au Canada, les écoles américaines ont facilité la saisie des enfants autochtones de leur famille et de leurs communautés avec l'objectif exprimé de détruire les cultures, les langues et les spiritualités autochtones.

Les abus physiques, sexuels et spirituels ont également eu lieu dans ces écoles. Aux États-Unis, certains amis travaillent actuellement avec les survivants de ces écoles et de leurs descendants pour lutter contre cet héritage traumatisant.

Au Canada, les survivants des écoles résidentielles ont remporté le plus grand recours collectif de l'histoire du pays, un règlement auquel certaines églises étaient ciblées juridiquement. La société religieuse des amis n'était pas l'une d'elles, n'ayant pas été impliquée dans des Truthécoles résidentielles ici. Dans le cadre du règlement de la Commission de Vérité et de Réconciliation. La commission a également publié 94 appels à l'action pour la réconciliation.

Bien qu'ils ne soient pas directement impliqués, comme les autres colons, l de cette triste époque, les amis faisaient partie de cette culture coloniale existante au Canada. Les amis payaient aussi des impôts, les rendant autant responsables que les autres citoyens du Canada pour le système d'études résidentielles. De plus, il existe aussi une question à savoir si la réunion annuelle de Genesee a été impliquée dans les écoles américaines dans les années 1860. Certains amis disent que c'était le cas, tandis que d'autres qui ont fait des recherches historiques restent incertains. (Genesee a été l'une des trois réunions annuelles qui ont fusionné en réunion annuelle canadienne en 1955.)

En bref, les amis ont tous deux participé directement et se sont opposés au projet de colonisation. Les amis continuent

Suite à la pg 5



Rejoindre des centaines pour protéger les droits

Nous avons rejoint près de 200 organisations pour demander le retrait du projet de loi C-2. Nous avons sollicité le gouvernement du Canada à rejeter l'agenda anti-migrant et anti-réfugié de style américain, de garantir l'égalité des droits, le traitement équitable et l'accès non discriminatoire au statut de résident permanent pour tous, arrêtez les migrants et les réfugiés pour les boucs émissaires de la crise du logement et de l'abordabilité, confirme le droit à l'asile et à une procédure régulière dans la détermination des réfugiés par de meilleures ressources du conseil d'immigration et de réfugiés.

<https://quakerservice.ca/withdrawc2>

L'ennemi n'est pas nécessairement celui que tu penses...

Lorsque nous sommes en conflit, nous pouvons l'être face à une autre personne et vivant une situation réelle, mais aussi fictive. Nous pourrions faire une grande partie du travail de réparation ou pour se sentir mal par nous-mêmes, explique que le coordinateur des communications de CFSC, Matt Legge, dans son dernier article de Psychology Today.

<https://quakerservice.ca/enemisnt>

Déclarations communes faites à l'ONU

Nous nous joignons à des partenaires de la Coalition pour les droits de l'homme des peuples autochtones pour faire des déclarations au Forum permanent des Nations Unies sur les questions autochtones à New York et au mécanisme d'experts des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de Genève. Vous pouvez lire les déclarations et en savoir plus sur ce travail sur

<https://declarationcoalition.com>

Subventions en soutien de la justice transformatrice

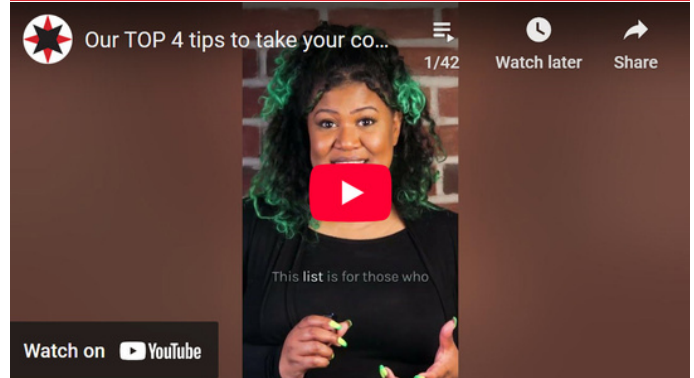
CFSC a été occupée à donner des subventions de justice transformatrices cette année. Les destinataires sont:

- **Canadian Coalition for Children of Incarcerated Parents (CCCIP)** — nous continuons à soutenir financièrement la CCCIP en couvrant les coûts de son site Web, de son serveur de messagerie électronique et en versant des honoraires aux jeunes membres du comité consultatif.
- **Candace House** — une organisation de Winnipeg qui apporte son soutien aux membres de la famille qui ont perdu un proche dans un homicide ; notre financement soutient l'accueil qu'ils peuvent offrir aux familles.
- **Write On!** — une organisation qui fournit des correspondants à des personnes incarcérées ; notre soutien financera la boîte postale de Write On ! pendant deux ans.

- **The National Restorative Justice Symposium** — une conférence annuelle destinée aux personnes et aux organisations qui souhaitent faire avancer la cause de la justice réparatrice au Canada. Le CFSC a aidé le Symposium à rémunérer d'excellents conférenciers, tels que Marlee Liss.
- **Rittenhouse : A New Vision** — nommée en l'honneur de notre amie Ruth Rittenhouse Morris, cette organisation s'engage à concrétiser la vision de Ruth en matière de justice transformatrice. Une subvention du CFSC a permis au directeur général de Rittenhouse d'assister à la conférence Transforming Justice à Victoria, en Colombie-Britannique.

Les gens adorent nos conseils hebdomadaires gratuits pour mener des conversations difficiles.

Découvrez pourquoi :
<https://QuakerService.ca/Tips>



Quaker Concern

Quaker Concern est le bulletin du Canadian Friends Service Committee, l'agence pour la paix et la justice sociale des Quakers au Canada. Depuis 1931, le CFSC travaille pour un monde où la paix et la justice prévalent.

Les dons sont reçus avec gratitude. Le généreux soutien des donateurs individuels rend possible tout le travail décrit ici. Le CFSC délivre des reçus fiscaux pour les dons supérieurs à 10 \$.

Lisez nos articles, anciens et courants, en ligne au QuakerConcern.ca. Contactez-nous pour passer à un abonnement numérique.

Comité de service des Amis du Canada

60 Lowther Ave, Toronto, ON M5R 1C7

☎ (416) 920-5213

✉ Info@QuakerService.ca

📍 QuakerService.ca

📺 [@CFSCQuakers](https://www.facebook.com/CFSCQuakers)

Numéro d'organisme de bienfaisance: 13214 6549 RR0001

Les Amis canadiens, il se peut qu'il soit davantage familier avec les nouvelles des E.U. et de la GB tout en portant une attention aux autres régions, particulièrement concernant l'érosion ou la protection des droits civils et la criminalisation de la dissidence. Nous avons vu des histoires sur les déportations, la surveillance de masse et le piétinement du droit de protester. Tous en devenir plus courants - et effrayant et plus acceptés dans la population

Par exemple, les amis aux États-Unis, ont été témoin de la dissolution des lois sanctuaires qui ont fourni des protections aux personnes (principalement des migrants ou des sans papier, cherchant un sanctuaire dans les lieux de culte. En fait, des amis de Philadelphia Meeting annulation contre le DHS, ont lancé des actions en justice contre ces nouveaux pouvoirs appliqués par le ministère de la Sécurité intérieure, faisant valoir que la politique de l'administration américaine viole la Loi sur la restauration de la religion a permis aux forces de l'immigration de l'administration américaine de violer la Loi Constitutionnelle Les soi-disant «zones protégées», y compris les services religieux (cela a été interdit par les administrations américaines précédentes.)

Au Royaume-Uni, il y a également eu des exemples flagrants de lois récentes concernant les libertés civiles, en particulier le droit de protestation. La loi 2022 sur la police, la criminalité, la détermination des peines et les tribunaux et la loi 2023 sur l'ordre public ont criminalisé les actions de protestation et ont donné des pouvoirs à la police pour arrêter les actions qui pourraient être jugées perturbatrices avant de se produire. Un exemple de cela a été le raid de la police sur un groupe de jeunes militants à la Meeting House de Westminster à Londres en mars.

À l'époque, Paul Parker, le greffier d'enregistrement des quakers en Grande-Bretagne a déclaré en réponse au raid: «Personne n'a été arrêté dans une maison de réunion Quaker en mémoire vivante. Cette violation agressive de notre lieu de culte et la retraite énergique des jeunes qui tiennent une réunion de groupe de protestation montrent clairement ce qui se passe lorsqu'une société criminelle.

À la lumière de ces événements, je me suis demandé si quelque chose de similaire pouvait se produire au Canada. J'ai posé la question au groupe Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC), dont le CFSC est un membre fondateur. Selon eux, il n'y a pas de lois au Canada comme la Loi sur l'ordre public du Royaume-Uni et d'autres qui criminalisent pleinement certaines tactiques de désobéissance civile telles que «s'attacher à un bâtiment» ou bloquer les routes publiques.

CLMG a poursuivi en disant que ce n'était pas probable, à ce moment, que la police au Canada arrêterait des personnes lors d'une réunion de planification de protestation non violente et de Dominique Peschard de la Ligue des Droits et libertés du Québec (qui a été sur la question) a accepté. Cependant, le Canada n'est pas à l'abri de ces actions énergiques. Il existe de nombreuses raisons pour lesquelles la police peut restreindre ou arrêter une protestation et détenir ou arrêter des personnes. Et il existe de nombreuses façons dont la police et les agences de sécurité nationale tentent de décourager la dissidence au nom de la sécurité nationale, de prévenir / d'arrêter la criminalité, de violer les statuts ou de lutter contre la haine

Par exemple, à Ottawa, la police a intimidé, poussé, fortement manipulé et arrêté certains organisateurs et manifestants pendant les marches pro-Palestine. Ce aurait été pour ne pas avoir suivi l'ordre de rester sur le trottoir, pour avoir violé un règlement sur le bruit (pour simplement utiliser des mégaphones ou des microphones), ou parce que les organisateurs protestaient contre les arrestations des autres devant le poste de police d'Ottawa. Un autre exemple évident est l'utilisation d'injonctions judiciaires et d'arrestations contre les défenseurs terrestres de Wet'suwet'en. Un autre omniprésent Le problème est la surveillance policière et la collecte et le partage des données. La GRC ou la police locale se sont présentées lors des lancements de livres et s'infiltrèrent dans des rassemblements pour parler aux personnes avec l'intention supposée de la prévention du crime ou de la protection des manifestants. Et maintenant, les villes partout au Canada, cherchent à changer (ou à avoir changé) les statuts pour empêcher la protestation des «zones de bulles» - ce qui rend illégal pour protester contre les lieux de culte, les écoles et les centres communautaires

À l'heure actuelle, des actions de police ou de gouvernement plus énergiques, comme celles qui se déroulent aux États-Unis et au Royaume-Uni, ne se produisent pas au Canada. Mais lorsque le Canada a présenté le projet de loi C-2 récemment, cela nous a montré que rien ne peut être tenu pour acquis. En abordant la sécurité des frontières dans une manière qui apaise l'administration Trump, ce projet de loi omnibus cherche des pouvoirs sans rapport qu'ils ont tenté d'obtenir sans succès dans le passé. L'ICLMG conseille qu'une bonne culture de sécurité et d'avoir des plans solides lorsqu'ils s'engagent dans des activités de protestation restent importants. Il est également essentiel de dénoncer toutes les tentatives de saper les libertés civiles afin que la police ne se sente pas enhardie d'aller plus loin. La vigilance et l'exercice de nos libertés civiles sont essentiels pour assurer une démocratie saine et fonctionnelle.

Sandra Wiens est représentante des relations gouvernementales du CFSC à Ottawa. Pour les notes de cet article, faites la lecture en ligne sur [Quakerconcern.ca](https://www.quakerconcern.ca)

La justice Transformative s'implante dans les tribunaux indigènes

Par Karen Ridd



*Les plumes d'aigle peuvent être utilisées pour prêter serment devant les tribunaux de l'Alberta.
Photo : Jason Franson/The Globe and Mail*

S'était 1991 lorsque le rapport révolutionnaire de l'enquête sur la justice autochtone (AJI) a été publié au Manitoba. Après deux années d'entrevues auprès d'une gamme de personnes - des communautés éloignées du Nord, des représentants juridiques des salles à Winnipeg, des membres de la famille de personnes décédées en raison de la violence, des personnes incarcérées - les Juristes Murray Sinclair et Alvin Hamilton ont produit un rapport approfondi sur les façons dont le système juridique est un échec pour les peuples indigènes qui combinés avec le racisme et la discrimination structurelle et son colonialisme. Parmi les recommandations de l'Aji, il y avait un appel à la création d'un «système de justice autochtone» qui répondrait aux dommages et aux actes répréhensibles par des méthodes transformatrices culturellement appropriées.

Je me souviens exactement où je me tenais lorsque les nouvelles du rapport AJI ont éclaté à l'échelle nationale. J'étais dans la cuisine d'une maison que j'ai partagée avec 10 autres personnes à Toronto. Je ne savais rien de la justice transformatrice à l'époque. Mais en écoutant les reportages et, plus précisément, les réactions que le rapport suscitait au pays, j'ai été touché par quelque chose de profond.

Alors que les gens prenaient acte des éléments de la justice transformatrice, une bonne humeur générale de contentement résonnait. De nombreux Canadiens non autochtones, bien qu'heureux pour le peuple indigène, demeuraient envieux de ne pouvoir vivre une telle réciprocité juridique. Cela a montré un manque de compréhension des droits de l'homme des peuples autochtones (y compris ce qui serait plus tard affirmé dans la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones l'article 5 comme le «droit de maintenir et de renforcer leurs institutions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles distinctes»).

Ce qui était clairement sous-jacent aux commentaires était le sentiment que cette façon de rendre justice représentait quelque chose de profondément important, quelque chose de potentiel de guérison, quelque chose qui représentait une opportunité de changement transformationnel.

Dans notre travail de justice transformatrice au Comité des services d'amis canadiens (CFSC), nous essayons toujours d'imaginer ce qui peut «faire avancer l'aiguille» à l'échelle nationale vers une nouvelle vision pour la justice. Une voie qui semble particulièrement fructueuse est de soutenir l'expansion des entreprises de justice dirigée par des autochtones et d'aider les personnes non autochtones à comprendre l'importance de ces initiatives.

En tant que coordinateur du programme de justice transformatrice de la CFSC, il est important de comprendre à quoi ressemble la justice autochtone dans une pratique quotidienne. Et bien que je puisse lire ces initiatives et écouter des autochtones en parler, il est encore plus utile pour moi de les voir en action. Ainsi, lors de mon récent voyage pour faire des présentations dans l'ouest du Canada, j'ai profité d'une présence en Alberta afin de m'arrêter à la Cour indigène de Calgary ainsi que celle de la Cour de justice réparatrice de Siksika. Les expériences ont été profondes, éclairantes et émouvantes. Je suis tellement reconnaissant d'avoir eu ces occasions.

Au Canada, pratiquement toutes les salles d'audience sont ouvertes au public (des exceptions sont faites pour certains cas, tels que ceux impliquant le bien-être des enfants), donc j'ai souvent visité les salles d'audience - parfois pour soutenir les personnes impliquées, parfois pour en savoir plus sur le système juridique.

Continué sur la prochaine page

Bien qu'ils soient intégrés dans le système juridique grand public, les deux salles d'audience indigènes que je La visite était significativement différente de tout ce que j'avais été témoin auparavant, et certainement beaucoup plus transformatrice, c'est-à-dire plus axée sur la guérison

Dans les deux salles d'audience, la journée a commencé en s'appliquant une tache au visage et avec des enseignements des anciens. À Siksika, l'un des anciens a expliqué certains des termes des Pieds Noirs, pour les différents rôles dans la salle d'audience. La Cour elle-même est «l'endroit où nous parlons.» Les employés des tribunaux communautaires sont les «aides». Les shérifs sont les «Gardiens». Les avocats «ceux qui parlent» (ce qui produit définitivement des rires dans la salle d'audience. Surtout, lorsque la personne qui est appelée «normalement le délinquant» dans une salle d'audience typique, est «plutôt celle qui a fait une erreur». Ouf ... quel terme sans jugement. Parce que bien sûr, nous avons tous fait des erreurs. C'était une façon dont la dynamique du pouvoir était atténuée dans la salle d'audience.

«Les deux salles d'audience indigènes étaient beaucoup plus transformatrices, plus axées sur la guérison.»

De plus, il n'y avait pas de plate-forme surélevée pour que le juge puisse s'asseoir, et les personnes impliquées dans une affaire étaient assises en cercle. Certains des signes extérieurs de la Cour européenne Étaient encore évidents (comme se lever lorsque le juge est rentre et le port de certaines toges par les fonctionnaires et d'autres des ornements sur la tête. À Siksika Karen Croshoe, une femme OïdNoir présidait la séance du tribunal, elle parlait avec tendresse aux gens qui avaient commis des erreurs, "s'informant de ce qu'ils avaient appris, les félicitant de leur courage, les encourageant. Ce que je constatais était un processus de remettre l'Indien dans la justice. C'était tellement beau.

Les personnes devant ces tribunaux n'ont pas à plaider coupables (comme il se produit, dans les programmes de détournement de justice réparatrice doivent souvent le faire); ils sont plutôt soutenus à faire un «plan de guérison» pour eux-mêmes, un plan qui examine les racines de l'endroit où ils ont lutté dans leur vie, et qui se concentre sur la guérison.

Lors de mon séjour au tribunal, les plans qui ont été signalés, comprenaient: de travailler avec un aîné, de redonner à la communauté, de participer à un «cercle réparateur» avec la victime, de terminer l'école, suivre des cours, assister à la cérémonie, faire une restitution, de maintenir un emploi et autres ententes selon le cas.

Les plans étaient compréhensifs et conçus pour répondre aux besoins des individus et pouvant couvrir une longue période. Il n'y avait aucune pression pour une solution rapide. Les avocats donnent les mises à jour et des rapports sur la façon dont leurs clients progressaient avec leurs plans de guérison. Dans un autre dossier à Calgary un jeune homme, qui avait terminé son plan de guérison, a bénéficié de la Cérémonie de Couverture (Blaney Ceremony).

C'était une puissante expérience de s'asseoir dans ces salles d'audience, d'assister à ces changements radicaux et de regarder ce que nous ne pouvons que espérer, c'est le lent démantèlement des systèmes traditionnels dysfonctionnels actuels

Pour le suivi, j'encourage les lecteurs à observer le déroulement de ce type de justice communautaire, dirigée par des autochtones. Si vous n'êtes pas allé à un tribunal traditionnel, vous voudrez peut-être le faire en premier, afin que vous ayez quelque chose à comparer. Il y a les tribunaux autochtones (parfois appelés tribunaux de glague) dans de nombreuses communautés à travers le Canada. Voici une liste, pour vous aider à en trouver un près de chez vous! <https://quakerservice.ca/indigenescourts>



Karen Ridd est coordinatrice du programme de justice transformatrice de la CFSC.

Réparations , suite de la pg 1

Bénéficiaire et être blessé par le colonialisme. En réponse, de nombreux amis cherchent à se réconcilier pour l'avenir et ont été impliqués pendant des décennies dans le travail de la réconciliation. Il est important de reconnaître cette histoire mixte et parfois profondément troublante. Le sous-titre du rapport final du TRC est celui d'Honorer la vérité, afin de se réconcilier pour l'avenir.

Comité des services d'amis canadiens CFSC a été fondée en 1931 et soutient les droits de l'homme des peuples autochtones depuis au moins les années 1960. Des amis autochtones et non autochtones ont été impliqués dans ce travail et celui de la réconciliation, depuis des générations. Les actions à ces débuts comprenaient de s'engager dans le militantisme non violent à la demande de la Nation Innue, de la Première Nation Grassy Narrows et de la Nation du lac Lubicon

Plus tard, les quakers ont répudié la doctrine raciste de la découverte et ont été parmi les premiers à s'engager collectivement dans la décolonisation et le rapport sur la spécificité

Continué sur la prochaine page

Réparation , suite

des actions entreprises pour l'importance de la réconciliation. Ensuite, Les Amis ont aidé à la création et à la facilitation d'une coalition d'églises qui travailleraient à l'avancement des Droits de la personne pour le Peuple indigène.

Comment les quakers - malgré le petit nombre sont-ils un corps de foi non autochtone au Canada, travaillant pour les droits de la personne et des peuples autochtones? En un mot: relations. Depuis près de 30 ans, la secrétaire générale de la CFSC, Jennifer Preston, a cultivé des relations de respect et de confiance avec les partenaires et organisations autochtones. Avec le soutien de nombreux amis et collègues, ces relations ont formé le fondement de notre travail sur les droits de l'homme des peuples autochtones pendant des décennies.

Jennifer est une experte très recherchée dans ce domaine. Vous l'avez peut-être vue à la télévision nationale si vous regardez la cérémonie de clôture du TRC en 2015. Les commissaires lui ont demandé de faciliter une session, au cours de laquelle le grand chef Wilton Littlechild l'a remerciée et les Quakers pour leur travail sur la réconciliation.

Cela ne s'est pas produit du jour au lendemain. Ce niveau de confiance a évolué lentement en prenant des mesures vitales qui, à l'époque, peu l'ont remarqué.

En 2006-2007, Jennifer et ses collègues se sont rendus à plusieurs reprises à New York. Elle a tout mis en attente pour une longue série de réunions hors des records avec des ambassadeurs. Pourquoi? Parce que les peuples autochtones avaient du mal à obtenir ces réunions, mais pour une raison quelconque, les gouvernements étaient prêts à rencontrer des organisations à but non lucratif des droits de l'homme comme le CFSC.

Ainsi, à la demande des peuples autochtones, Jennifer et ses collègues d'Amnesty International ont passé d'innombrables heures à corriger la désinformation sur les droits de l'homme des peuples autochtones. Il a payé. Étonnamment, les Nations Unies (ONU) ont adopté la déclaration sur les droits des peuples autochtones malgré les efforts d'États coloniaux comme celle du Canada pour l'écraser!

Dans le cadre de cet énorme succès, Jennifer s'est jointe à des partenaires autochtones pour aider à trouver et à coordonner la coalition pour les droits de la personne des autochtones Peuples. Depuis, la coalition, qui comprend de nombreuses organisations et nations autochtones, est active à l'ONU et au Canada.

La coalition a fait une tournée et a aidé à répondre Questions sur le droit international pour les nations autochtones. Il a éduqué et tenu des États pour rendre compte à l'ONU. Il a informé les ministres, les comités parlementaires et les ministères fédéraux au Canada. Il a enseigné les cours universitaires, publiés. Un livre et distribué des centaines de milliers de copies de poche de la Déclaration des Nations Unies - augmentant dramatiquement le profil des droits humains des peuples autochtones.

Avec tout ce travail public, la coalition a continuellement travaillé en coulisses, rencontrant des décideurs clés à Ottawa pour éventuellement garantir une autre victoire massive. La coalition a joué un rôle déterminant pour amener le Canada à adopter une législation afin de mettre en œuvre la déclaration des Nations Unies dans toutes les lois du Canada. Beaucoup de travail demeure à se faire, mais cela promet d'être une étape énorme pour les droits de la personne des peuples autochtones.

Au fil des ans, le CFSC a continué de faire ce travail important aux côtés de partenaires autochtones - organisant des événements, effectuant des visites internationales pour apprendre des peuples autochtones, intervenant à la Cour suprême du Canada dans le cas de titre de Tsilhqot'in Nation, et bien plus encore.

Avec le soutien de partenaires autochtones qui examinent les candidatures, le CFSC gère un fonds de réconciliation qui donne de l'argent aux efforts de revitalisation culturels et linguistiques autochtones de base - un acte de réparation important.

Le travail de CFSC a également toujours cherché à éduquer les quakers et les colons dans le public. Le site Web de la CFSC comprend de nombreuses ressources telles que les séries de vidéos autochtones populaires sur la réconciliation, où certains des partenaires autochtones de la CFSC répondent aux questions que de nombreux colons ont sur la réconciliation.

Le plan d'amis pour introduire des paiements annuels en 2026 s'appuie sur cette longue histoire. Une contribution annuelle des réparations reconnaîtrait pour certaines de nos personnes traitées et pour d'autres vivant sur des territoires non traités ou non traités au Canada. La réconciliation demande des réparations de dépossession et d'injustices historiques et en cours. Ces paiements feraient partie des amis qui vont à la hauteur de l'appel pour se réconcilier pour l'avenir.



Matthew Legge est le coordinateur des communications de CFSC.

Lorsque vous entrez dans une église tranquille et voyez des affiches représentant les conséquences d'un bombardement atomique, que ressentez-vous? Pour Debbie Grisdale, et pour les 300 visiteurs qui sont venus à St John the Evangelist Anglican Church à Ottawa en mai dernier, c'était un puissant mélange de chagrin, de curiosité et d'espoir.

Ils se sont rassemblés pour marquer le 80^e anniversaire des attentats atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki. L'objectif de l'exposition était clair: se souvenir et rappeler. Il a réussi dans les deux.

Pourquoi se souvenir?

Les 6 et 9 août 1945, les bombes nucléaires ont dévasté deux villes. Mais ces bombardements n'étaient pas seulement des événements historiques - Aujourd'hui, ils restent un avertissement. Les armes nucléaires continuent de menacer la vie partout sur la terre, tant par leur existence et leur préjudice écologique durable.

Une communauté réunie

Pendant huit jours, la chapelle de l'église s'est transformée en une galerie de vérité. Trente affiches, offertes par le Hiroshima Peace Memorial Museum grâce à la survivante Settsuko Thurlow, témoignant des histoires de souffrance, de survie et de résilience. Cinq autres affiches, créées par les étudiants en histoire publique de l'Université de Carleton ont mis en évidence les liens du Canada avec les armes nucléaires - de l'uranium minier aux politiques mondiales actuelles

Le soir d'ouverture, plus de 60 personnes se sont réunies. Les conférenciers incluaient le professeur de droit et militant des droits de l'homme Alex Neve, le révérend Gary Van Der Meer, les étudiants Amber Collins et Gracie Henneberry, Shane Roberts de l'Association des Nations Unies au Canada et Debbie Grisdale, dans le cadre de Ban the Bomb Ottawa. Les orateurs ont partagé des réflexions, des espoirs et un engagement dans un monde libre d'armes nucléaires.

L'exposition ne visait pas à une lecture des affiches. Les gens ont prié ensemble lors d'un service liturgique dirigé par le révérend Gary, en dansant parmi les images, un matin à la chanson pop obsédante Hiroshima / Nagasaki, par Gabrielle Roth and the Mirrors et écoutait la symphonie avancer et sonnent cette cloche pour la paix par Robert Frederick Jones, portant une petite cloche qui invitait les visiteurs à sonner leurs prières pour la paix.

Ces mots de livre d'or ont profondément résonné: "Tout le monde devrait le voir." Un autre visiteur a écrit: "Excellent travail ... C'est très clair et efficace. Votre message apparaît clairement comme le jour." Beaucoup ont pleuré. D'autres ont partagé des souvenirs du Japon ou des expériences en temps de guerre. Plus de 160 ont signé une pétition exhortant le Canada à faire du désarmement nucléaire une politique de politique étrangère et une priorité de défense nationale. La pétition appelle également le Canada à exhorter tous les États à armes nucléaires à accéder au traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TPNW) ou à négocier un instrument contraignant pour l'élimination totale des armes nucléaires. Cette pétition continue de croître. Sa demande claire est que le Canada doit diriger.

Étapes suivantes et espoirs non réalisés

Un rêve est resté non satisfait. Bien qu'il ait contacté les enseignants et le conseil scolaire public, aucun cours n'a pu visiter en raison de contraintes budgétaires. Les enseignants leur ont dit qu'ils intégreraient les affiches dans des leçons s'ils pouvaient être amenés dans les écoles. C'est ce qu'ils espèrent faire ensuite. En août, les affiches se présenteront à l'hôtel de ville d'Ottawa, suivie d'une paroisse catholique en septembre pour la Journée internationale de la paix des Nations Unies. Debbie et son équipe d'organisation explorent des moyens de les prêter aux écoles cet automne.

Financé par des amis

Cette initiative a été organisée par Debbie Grisdale pour interdire la bombe Ottawa et la réunion mensuelle d'Ottawa et Mary Girard et Kris Wilson-Yang, membres de la réunion mensuelle d'Ottawa et co-organisateurs de la part annuelle de la part annuelle de la part annuelle dans le travail de commémoration. Ils ont été soutenus par une subvention communautaire de la pacificatrice du Comité des services d'amis canadiens (CFSC), aidant à interdire la bombe Ottawa et Ottawa Monthly Meeting pour partager ces histoires vitales et défendre un monde sans nucléaire. Pour en savoir plus sur la façon dont CFSC finance le travail de paix de la base de la base, visitez <https://quakerservice.ca/grants>

Allez-vous sonner la cloche pour la paix?

La prochaine fois que vous entendrez un péage de cloche, laissez-le rappeler que la paix n'est pas passive. Il est créé par des gens comme nous, choisissant de se souvenir, d'agir et d'espérer.



Cet article est basé sur un rapport soumis par Debbie Grisdale. Mel Burns est le coordinateur du programme de paix de la CFSC.

Pour soutenir des projets comme celui-ci, rendez-vous sur <https://QuakerService.ca/Donate>



Jennifer Preston, Jeremy Vander Hoek Et Rachel Singleton-Polster Ce sont de nouveau rendue à New York et à Genève cette année pour des réunions des Nations Unies portant sur les droits de l'homme des peuples autochtones. Encore une fois, il s'agissait d'un lieu propice pour se connecter avec des partenaires du monde entier! Le développement de la paix indigène a été un objectif majeur à New York. CFSC a coparrainé deux événements parallèles, organisé un dîner de diplomatie tranquille à Quaker House et soutenu une intervention. Lors de l'un des événements secondaires, notre partenaire **Kenneth Deer** a partagé comment sa nation, la Confédération Haudenosaunee, a régi par la grande loi de la paix. Nous avons rejoint nos voix avec Kenneth et d'autres partenaires pour souligner aux États que les traditions de paix autochtones sont essentielles pour lutter contre les conflits mondiaux.

Sandra Wiens et Jeremy ont aidé à accueillir Une coalition pour l'événement des peuples autochtones à Ottawa pour projeter notre partenaire **Katsi'tsakwas** Le cinéma d'**Ellen Gabriel** Deskaheh Levi General: The Quest for Justice. Le documentaire raconte l'histoire des voyages du chef des pieds noirs à la Société des Nations en 1923 en tant que représentant de la Confédération Haudenosaunee.

On lui a refusé l'entrée, mais cela n'a pas empêché le Haudenosaunee ou les peuples autochtones du monde entier de plaider pour leur droit de se représenter à l'international en tant que nations. Après la projection, les experts des droits de l'homme et le titulaire actuel du titre de deskaheh ont partagé sur la lutte continue pour la participation accrue des peuples autochtones à l'ONU. Nous avons travaillé dur pour nous assurer que plusieurs représentants de l'ambassade étaient présents pour l'entendre!

CFSC poursuit son engagement à décoloniser le projet Setler States avec des partenaires de l'Université de la Colombie Britannique. Jennifer et Jeremy ont organisé une réunion des partenaires impliqués dans le projet à Guelph, en Ontario.

Sandra a assisté à une conférence à l'île Prince Edward (PEI) pour se connecter avec ceux qui travaillent sur le revenu de base habile garanti (GLBI) et pour en savoir plus sur le projet de démonstration de l'EPI, un modèle pour un programme de démonstration de base de base de cinq à sept ans à PEI. Cela pourrait servir de base à un GLBI au Canada. Pourquoi ne pas demander à votre MP s'ils connaissent ce projet et s'ils soutiennent le voir avancer?

Sandra et membre du conseil d'administration du CFSC **John Samson Fellows** a également présenté une réunion annuelle canadienne en session (en ligne cette année) sur GLBI.

Karen Ridd avec l'étudiante Lindsay Hunt a présenté un rapport CFSC qui sera bientôt publié lors d'une conférence à l'Université de Victoria. Le rapport explore la question de savoir qui bénéficie financièrement du système carcéral canadien. La présentation a été très bien accueillie par une salle remplie!

Karen a fait des présentations sur le travail de justice transformatrice de CFSC à des amis à Cowichan Valley, Victoria et Calgary. Karen et l'associée du CFSC, **Sarah Chandler**, ont présenté à la réunion occidentale semiannuelle. Karen et membre du CFSC **Lillian Henegar** a mené une session sur GLBI. Au milieu de tous ces voyages et présentant, Karen a trouvé le temps d'enregistrer une présentation sur la justice réparatrice et transformatrice pour le conseil d'administration du Conseil canadien des Églises.